

Crous de La Réunion et de Mayotte

MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE ETUDES DE PROGRAMMATION PORTANT SUR DEUX OPERATIONS DE REHABILITATION

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Réf. : CROUS-SPI2D-DL-2025-01

•	TABLE DES MATIERES	
ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ ET PIÈCES CONTRACTUELLES.....		4
○ 1.1 Objet du marché.....		4
○ 1.2 Pièces contractuelles.....		4
ARTICLE 2 - DURÉE DU MARCHÉ, DÉLAIS D'EXÉCUTION.....		4
○ 2.1 Durée du marché.....		4
○ 2.2 Délais d'exécution		5
○ 2.3 Prolongation des délais		5
ARTICLE 3 - EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....		5
○ 3.1 Définition des prestations		5
○ 3.2 Modalités d'exécution des commandes.....		5
○ 3.3 Composition de l'équipe.....		5
○ 3.4 Lieu de livraison des prestations		6
○ 3.5 Clause sociale		6
○ 3.6 Clause environnementale.....		6
○ 3.7 Documents à remettre par le titulaire		6
ARTICLE 4 - DELAIS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS		6
○ 4.1 Délai d'exécution des éléments de mission		6
○ 4.2 Arrêt de l'exécution des prestations parties technique		6
ARTICLE 5 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS PAR OPERATION CONCERNEE.....		7
○ 5.1 Opérations de vérification.....		7
○ 5.2 Réception, ajournement, réfaction et rejet		7
○ 5.3 Modifications des documents		7
○ 5.4 Réalisation de prestations similaires.....		7
ARTICLE 6 - PENALITES.....		7
ARTICLE 7 - CONTENU ET CONDITION D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX		8
○ 7.1 Contenu et conditions d'établissement des prix.....		8
○ 7.2 Variation des prix.....		9
○ 7.3 Règlement des comptes		10
○ 7.4 Présentation des demandes de paiement.....		10
○ 7.4 Délais de paiement.....		12
ARTICLE 8 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET CONFIDENTIALITÉ		12
○ 8.1 Propriété intellectuelle.....		12
○ 8.2 Clause de discrétion		12
○ 8.3 Conflit d'intérêt		13
ARTICLE 9 – CLAUSES DE REEXAMEN.....		13
ARTICLE 10 - ASSURANCE		13

ARTICLE 11 – DEROGATIONS..... 14

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ ET PIÈCES CONTRACTUELLES

○ 1.1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet une mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO), conformément à l'article L2422-2 du Code de la Commande publique, pour l'élaboration du programme technique détaillé et des prestations nécessaires qui s'y rattachent en vue de la réalisation de deux opérations de travaux :

- Réhabilitation de la Cité Internationale – Campus du Moufia à Saint Denis ;
- Réhabilitation de la Résidence traditionnelle et de la cafétéria du Campus de Terre-Sainte.

Le marché est, à titre principal, un marché ordinaire conclu à prix global et forfaitaire. Il prend, à titre accessoire, la forme d'un accord-cadre à bons de commande, uniquement dans l'hypothèse d'événements ou de circonstances qui rendraient nécessaires la réalisation de certaines prestations non prévues dans le forfait.

Le montant maximal du marché, y compris cumulée l'adjonction éventuelle de bons de commande, est de 143 000 € HT pour toute sa durée, portant sur les deux opérations concernées.

○ 1.2 PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont identifiées ci-dessous ; et en cas de contradiction entre leurs stipulations, ces pièces prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- 1) L'acte d'engagement comprenant le prix global forfaitaire (AE) et son annexe BPU ;
- 2) Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- 3) Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- 4) Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et les documents qui lui sont annexés ;
- 5) Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- 6) Le mémoire méthodologique remis par le titulaire dans son offre dont les engagements ne sont contractuels que s'ils vont au-delà des exigences mentionnées dans les pièces susvisées.

Seuls les exemplaires originaux, conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur, font foi.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-PI, le représentant du pouvoir adjudicateur ne remettra pas d'exemplaire unique à la notification du marché, mais seulement à la demande du titulaire. Il en est de même pour les avenants éventuels. Le représentant du pouvoir adjudicateur délivre également, sans frais, au titulaire, aux cotraitants et aux sous-traitants payés directement, les pièces qui leur sont nécessaires pour le nantissement de leurs créances.

ARTICLE 2 - DURÉE DU MARCHÉ, DÉLAIS D'EXÉCUTION

○ 2.1 DURÉE DU MARCHÉ

Le marché prend effet à sa notification et prend fin lorsque l'ensemble des prestations prévues ont été réalisées en conformité.

○ 2.2 DELAIS D'EXECUTION

Les délais d'exécution sont indiqués dans l'acte d'engagement du Titulaire du marché.

Chaque ordre de service précise la mission à réaliser, le délai d'exécution établi et son montant, par application du prix forfaitaire indiqué à l'acte d'engagement et au cadre de décomposition du prix global et forfaitaire.

○ 2.3 PROLONGATION DES DELAIS

Les dispositions de l'article 13.3 du CCAG-PI sont applicables.

ARTICLE 3 - EXÉCUTION DES PRESTATIONS

○ 3.1 DEFINITION DES PRESTATIONS

Le marché porte sur la réalisation des missions telles que décrites au CCTP, indépendamment pour chacune des deux opérations auxquelles elles se rattachent.

Il s'agit de prestations intellectuelles comportant une obligation de diligence et de conseil général.

Le calendrier prévisionnel détaillé de l'exécution des prestations est à convenir entre les Parties au plus tard dans les 15 jours à compter de l'ordre de service (OS) relatif à l'enclenchement d'une mission. Ce calendrier ne peut prévoir des délais d'exécution plus longs que ceux prévus au CCTP ou ceux auxquels s'est engagé le prestataire dans son mémoire technique si ceux-ci sont plus courts.

○ 3.2 MODALITES D'EXECUTION DES COMMANDES

Les missions sont traitées à prix global et forfaitaire et sont commandées selon les modalités prévues ci-après.

Les ordres de services sont signés par l'Acheteur ou son représentant.

○ 3.3 COMPOSITION DE L'EQUIPE

Le titulaire s'engage, pour l'exécution de sa mission, à affecter le personnel prévu dans son offre, tant au niveau de la qualification que de la durée d'affectation.

Dès la notification du présent marché, le titulaire désigne le responsable qualifié pour le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour piloter la mission et pour signer au cours de l'exécution du marché tous les documents prévus au présent CCAP, et ce conformément à ce qu'il a indiqué dans son offre lors de la consultation pour le présent marché.

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la ou des personne(s) qui s'y trouve(nt) nommément désignée(s) pour en assurer la conduite, tout remplacement de ces personnes sera soumis à l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

Le remplaçant devra justifier d'une expérience professionnelle et d'une compétence équivalente à celles de la personne désignée dans la note méthodologique remise par le titulaire lors de son offre. A défaut, le remplaçant sera récusé.

Dans ce cas et par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour proposer un autre remplaçant.

○ 3.4 LIEU DE LIVRAISON DES PRESTATIONS

Toutes les prestations seront livrées à :

CROUS de La Réunion et de Mayotte

Service Patrimoine Immobilier et Développement Durable

20 rue Hippolyte Foucque

97490 Sainte-Clotilde

Mail : service-patrimoine@crous-reunion.fr

○ 3.5 CLAUSE SOCIALE

Le présent marché ne comporte pas d'obligation de réaliser une action d'insertion sociale.

○ 3.6 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le présent marché ne comporte pas de clause environnementale.

En revanche, il est ici rappelé que le titulaire du marché assiste le maître d'ouvrage pour élaborer les exigences environnementales du programme de l'opération. Il s'appuiera sur l'ensemble des textes réglementaires en vigueur, des guides et des référentiels locaux (Référentiel PERENE,...).

○ 3.7 DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE TITULAIRE

A la fin de chacune des missions telles que prévues au CCTP, le titulaire fournira ses livrables sous forme de fichiers informatiques correctement organisés et documentés. Tous les documents informatiques seront remis en format « source » (DWG, WORD, EXCEL, PSD, AI, INDD, JPEG, etc.) et en format non-modifiable configuré pour l'impression.

ARTICLE 4 - DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

○ 4.1 DELAI D'EXECUTION DES ELEMENTS DE MISSION

Par dérogation aux articles 13.1 et 3.8 du CCAG-PI, le point de départ de l'exécution de la mission et de l'élément de mission de chaque partie technique part à compter de la date fixée par l'ordre de service (OS) émis par le représentant du maître d'ouvrage qui prescrira de la commencer.

Les prestations du présent marché sont scindées en parties techniques décrites dans le cahier des charges (définissant les prestations de la mission de programmation) dont la durée est détaillée au CCTP.

○ 4.2 ARRÊT DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS PARTIES TECHNIQUE

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques telles que définies au CCTP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt d'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché. Toutefois, par dérogation partielle à l'article 22 du CCAG-PI, l'arrêt de l'exécution des prestations au terme d'une mission pourra, sur décision

expresse du pouvoir adjudicateur, ne pas entraîner la résiliation du marché, mais mettre fin uniquement à la phase concernée.

ARTICLE 5 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS PAR OPERATION CONCERNEE

○ 5.1 OPERATIONS DE VERIFICATION

Les opérations de vérification s'opèrent conformément à l'article 26 du CCAG-PI. Elles vont permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler que le titulaire a réalisé les prestations définies dans le marché conformément aux prescriptions qui y sont fixées.

○ 5.2 RECEPTION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET

Point de départ du délai pour se prononcer sur l'acceptation de chaque dossier d'étude : date de réception par le maître d'ouvrage de l'ensemble des documents formant le dossier d'étude concerné.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, le délai de prononcé de la vérification est de 30 jours. Pour les livrables des parties techniques 1 et 2, le titulaire du marché aura 5 jours calendaires pour reprendre les observations éventuelles du maître d'ouvrage.

Délai imparti au titulaire du marché pour remettre les documents rectifiés :

Point de départ du délai : à compter de la date mentionnée dans l'ordre de service prescrivant de modifier les études.

Délai : 15 jours calendaires pour les documents des parties techniques n°1 et n°2.

○ 5.3 MODIFICATIONS DES DOCUMENTS

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'apporter des précisions, des ajustements et des modifications de l'étude, de ses annexes, et de tout autre document fourni par le titulaire.

Les corrections que le titulaire doit apporter à ses dossiers sont incluses dans sa mission, si elles se limitent à des aménagements ne remettant pas en cause l'esprit du projet ni celui de ses propositions antérieurement validées par le maître d'ouvrage ; et cela quel que soit le stade des études auquel elles lui sont demandées.

○ 5.4 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

ARTICLE 6 - PENALITES

En cas de manquement (et notamment en cas de retard du titulaire dans l'exécution de ses prestations et la restitution de rendus admissibles par l'Acheteur) du Titulaire du marché à ses obligations, l'Acheteur se réserve le droit de lui appliquer des pénalités sur sa rémunération.

Si l'Acheteur envisage d'appliquer les pénalités, il pourra les appliquer sans mise en demeure préalable.

S'il considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré. La vérification du délai contractuel se fait au regard du calendrier arrêté entre les Parties tel qu'évoqué à l'article 3.1 du présent document.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, une pénalité forfaitaire de 300 € HT par jour calendaire de retard dans le rendu de prestations prévues au marché sera appliquée au titulaire.

En cas d'absence à une réunion à laquelle le titulaire a été dûment convoqué au moins 48 h à l'avance par le maître d'ouvrage, une pénalité de 150 € HT sera appliquée.

En cas de retard dans la transmission des attestations d'assurance, une pénalité forfaitaire de 200 € HT par jour calendaire de retard sera appliquée.

En cas de manquement à tout engagement que le titulaire s'est obligé à respecter dans le cadre de son mémoire technique, sur simple constat de ce manquement, une pénalité de 500 € HT sera appliquée.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire ne sera exonéré d'aucune pénalité.

ARTICLE 7 - CONTENU ET CONDITION D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX

○ 7.1 CONTENU ET CONDITIONS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX

Les prestations sont réglées par un prix global et forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement et, en cas de bons de commande relatifs à des prestations qui n'étaient pas intégrées au prix global forfaitaire, par application aux quantités réellement exécutées des prix du bordereau des prix unitaires (BPU). Chaque bon de commande a un délai de validité maximal de 2 mois.

Chaque prix au bordereau des prix unitaire est réputé comprendre : le coût des déplacements aller-retour ou les coûts de connexion à distance si le maître d'ouvrage a choisi cette modalité de réunion, la présence du titulaire pendant la durée de la réunion, le temps de préparation de la réunion notamment des visuels, l'impression des visuels demandés par la direction pilote pour la réunion et le temps de rédaction du compte-rendu.

Les prix du marché sont établis hors TVA.

Par dérogation aux articles 10.1.2 et 10.2.4 du CCAG-PI, la date de fixation du prix pour le calcul de l'actualisation est entendue comme la date limite de remise des offres de la consultation relative au présent marché fixée par l'acheteur. Lorsque la procédure de passation a donné lieu à une négociation, la date à prendre en compte est la date limite de remise de l'offre finale par le titulaire.

Les prix du marché sont ainsi réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres du marché. Le mois correspondant à cette date est appelé « mois zéro » ou M0.

Tous les prix sont établis en tenant compte, outre les sujétions définies à l'article 10.1.3 du CCAG-PI, des éléments suivants :

➤ les caractéristiques et la complexité de l'opération,

- la totalité de la mission objet du marché, y compris :
 - les frais afférents, s'il y a lieu, à l'organisation et au fonctionnement du groupement ou au recours à des sous-traitants,
 - les réunions avec la maîtrise d'ouvrage et ses représentants,
 - les modifications des livrables jusqu'à validation par la maîtrise d'ouvrage.
- l'adaptation aux conditions réelles de réalisation de l'opération, notamment ses délais,
- les modifications, de forme, de fond, tant qu'elles sont en rapport avec le projet à apporter aux livrables à réaliser,
- les livrables (cahier des charges) en lien avec les éventuels prestataires externes auxquels le maître d'ouvrage pourrait avoir à recourir aux fins d'assurer la parfaite faisabilité du contenu du programme (type géomètre, diagnostiqueurs...);
- toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement les prestations de ce marché.

En complément des dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-PI, il est précisé que les prix du marché par leur caractère forfaitaire, incluent tous les frais résultant de l'exécution de la mission et sont réputées tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations. De même, ces frais incluent notamment ceux relatifs aux éléments suivants :

- le tirage et reprographie des documents à fournir (papier et support informatique),
- les déplacements liés aux réunions et visite(s),
- l'ensemble des réunions jugées nécessaires par le pouvoir adjudicateur pour la réalisation des missions détaillées au CCTP.

○ 7.2 VARIATION DES PRIX

Les prix du marché sont fermes et actualisables au sens de l'article R2112-10 du Code de la commande publique.

Ces prix seront actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre (mois M0 correspondant à la date limite de remise des offres la plus tardive) et la date de début d'exécution des prestations (OS).

L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

Les prix ainsi actualisés restent fermes pendant toute la période d'exécution des prestations et constituent les prix de règlement.

La formule pour l'actualisation du prix est la suivante :

$$P = P_0 \times [ING(n-3)/ING_0]$$

dans laquelle :

P est le prix actualisé HT

P0 le prix initial HT

ING(n-3) est la valeur de l'index I à la date de début d'exécution de la prestation moins 3 mois

ING0 est la valeur de l'index I au mois d'établissement des prix du marché.

L'index de référence ING choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index Ingénierie (base 100 en janvier 2010) publié au Bulletin Officiel du ministère en charge de l'équipement et au Moniteur des Travaux Publics :

www.btp.developpement-durable.gouv.fr

En l'absence de parution de l'indice ou de publication d'un indice provisoire, le calcul s'effectue avec le dernier indice connu alors considéré comme étant définitif.

○ **7.3 REGLEMENT DES COMPTES**

Chaque mission fait l'objet d'une facture et donne lieu à un règlement du titulaire dans les conditions ci-dessous.

Les acomptes et le solde du marché seront versés au titulaire en fonction de l'état d'avancement des prestations, selon les dispositions des articles R2191-21 et suivants du Code de la commande publique, et des articles 11.2 et suivants du CCAG-PI.

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur s'efforceront de convenir d'un échéancier de facturation préalablement au commencement d'exécution. Celui-ci pourra faire l'objet d'adaptations tenant compte d'imprévus ou autre évènement impactant les délais d'exécution.

Ces factures devront avoir été préalablement présentées au maître d'ouvrage pour validation avant leur transmission sur la plateforme Chorus par le titulaire.

○ **7.4 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT**

Conformément aux articles 11.8.1 et 11.5.1 du CCAG-PI, le titulaire transmet sa demande de paiement après livraison et décision d'admission des prestations par l'Acheteur. Tout règlement par l'Acheteur est subordonné à la présentation en un exemplaire d'une facture établie selon les modalités qui suivent.

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-PI compte-tenu des compléments ci-après.

La facture électronique doit être déposée, transmise et réceptionnée sur le portail de facturation Chorus Pro. La facture sera néanmoins libellée à l'adresse indiquée ci-dessous, avec mention de l'identifiant du destinataire de la facture (informations transmises au démarrage du marché).

Outre les mentions légales et celles de l'article 11.3.2 du CCAG-PI, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1) La date d'émission de la facture ;

- 2) La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3) Le numéro de marché mentionné à l'acte d'engagement et/ou de la lettre de notification du marché ;
- 4) En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'Acheteur ;
- 5) La date de livraison des fournitures ou d'exécution des prestations ;
- 6) La quantité et la dénomination précise des produits livrés et des prestations réalisés ;
- 7) Le prix forfaitaire des produits livrés, des prestations ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix unitaire hors taxes ;
- 8) Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant i.e. son numéro SIRET) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation *Chorus Pro*. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, l'Acheteur peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

En cas de cotraitance :

- en cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- en cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

En cas de sous-traitance :

- le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé ;
- le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur ;
- le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé ;

- le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement ;
- ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe ;
- le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Le titulaire devra avertir sans délai le pouvoir adjudicateur de tout changement de domiciliation bancaire et produire à cette fin les justificatifs correspondants.

○ **7.4 DELAIS DE PAIEMENT**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le taux des intérêts moratoires est fixé à l'article R2192-31 du Code de la commande publique.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (art. 40 de la loi du 28 janvier 2013). Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires est fixé à 40 euros.

ARTICLE 8 - PROPRIETE INTELLECTUELLE ET CONFIDENTIALITE

○ **8.1 PROPRIETE INTELLECTUELLE**

L'ensemble des droits de propriété industrielle et intellectuelle est régi par les articles 32 à 35 du CCAG-PI.

En cas de violation par le titulaire des obligations de discrétion et de confidentialité pesant sur lui, et indépendamment des éventuelles poursuites judiciaires et sanctions contractuelles prévues au cahier des clauses administratives de son marché, le titulaire s'exposerait à la résiliation du marché pour faute, conformément à l'article 39 k) du CCAG-PI.

○ **8.2 CLAUSE DE DISCRETION**

Le titulaire s'engage à faire preuve de discrétion professionnelle et à maintenir le secret le plus absolu sur toutes les informations qui lui seront fournies et dont il pourrait avoir connaissance dans le cadre de la mission qui lui a été confiée. Il demeure tenu par cet engagement au-delà de la remise des prestations.

Conformément aux dispositions de l'article 5 du CCAG-PI, le titulaire est tenu ainsi que l'ensemble de son personnel, et le cas échéant, de ses sous-traitants, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, documents, informations, études, décisions dont il aura connaissance durant l'exécution du marché.

De plus, toutes les informations dont il aura eu connaissance soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution, sont considérées comme confidentielles. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de l'Acheteur, être communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire hors du présent marché

A l'issue de l'exécution du marché le titulaire s'engage à restituer l'ensemble des documents remis par le maître d'ouvrage.

En cas de violation, par le titulaire ou un de ses sous-traitants, des obligations de discrétion, et indépendamment des éventuelles sanctions pénales, le titulaire s'expose à la résiliation à ses torts du présent marché.

○ 8.3 CONFLIT D'INTERET

Le titulaire s'engage à signaler au pouvoir adjudicateur, en cours de consultation mais également pendant la durée du marché, toute situation ou tout événement susceptible de faire naître un conflit d'intérêt entre l'exécution des missions faisant l'objet du marché et sa structure capitalistique, ses liens avec d'autres entreprises et/ou sa politique commerciale.

Le titulaire devra alors soumettre à l'approbation du pouvoir adjudicateur les dispositions qu'il se propose de mettre en œuvre pour faire disparaître cette situation de conflit d'intérêt.

Est ici entendu comme conflit d'intérêt, toute situation dans laquelle le titulaire serait amené à porter un jugement ou à participer à une prise de décision, dont lui-même pourrait tirer un bénéfice direct ou indirect dans le cadre de ses activités. Cela recouvre en particulier les cas suivants :

- évaluation d'un projet dans lequel le titulaire a des intérêts ;
- évaluation d'un projet concurrent d'un projet dans lequel le titulaire a des intérêts ;
- décision qui pourrait avantager un projet dans lequel le titulaire a des intérêts ;
- décision qui pourrait désavantager un projet concurrent d'un projet dans lequel le titulaire a des intérêts.

ARTICLE 9 – CLAUSES DE REEXAMEN

En application de l'article 25 du CCAG-PI, afin de prendre en compte les éventuelles circonstances imprévisibles affectant l'exécution du contrat, si le titulaire estime que ces circonstances font peser sur lui une charge manifestement excessive lors de l'exécution de ses prestations, il adressera au maître d'ouvrage un mémoire justificatif exposant de manière exhaustive et probante lesdites conséquences et les montants qui y sont associés.

Dans l'hypothèse d'un élément de nature technique ou d'une évolution réglementaire susceptible de remettre en cause le périmètre de la mission du titulaire ou d'en affecter les conditions de viabilité financière, les parties se rapprochent afin d'étudier une réévaluation éventuelle des prestations du point de vue de leur dimensionnement et/ou de leur rémunération. Il appartient au titulaire de démontrer l'éventuel surcoût. Si celui-ci représente moins de 5% du montant de sa rémunération, ce surcoût est réputé inclus dans la rémunération initiale.

ARTICLE 10 - ASSURANCE

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution peut causer directement ou indirectement :

- à son personnel ou à des tiers,

- à ses biens, aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers.

Les co-traitants et sous-traitants devront fournir les mêmes garanties que le titulaire à savoir posséder une police destinée à garantir les conséquences pécuniaires de leur responsabilité civile et professionnelle. Ils disposent d'un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché ou de l'acte spécial pour fournir une attestation d'assurance.

À défaut, le marché sera résilié de plein droit sans indemnité, si bon semble au représentant du pouvoir adjudicateur.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1244 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché, et ce auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 11 – DEROGATIONS

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants :

- Article 3 du présent document déroge à l'article 3.4.3 du CCAG-PI,
- Article 4 déroge aux articles 13.1 et 3.8 du CCAG-PI,
- Article 4.2 déroge partiellement à l'article 22 du CCAG-PI,
- Article 5.2 déroge à l'article 28.2 du CCAG-PI,
- Article 6 déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-PI,
- Article 7.1 déroge aux articles 10.1.2 et 10.2.4 du CCAG-PI,
